

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18061 - 70ÈME ANNÉE

Après l'annonce de Didier Robert d'une aide aux vacances payée par tous les contribuables

L'Alliance exige que les Réunionnais soient respectés : on n'achète pas une conscience avec un billet d'avion

Hier à la Région, les conseillers régionaux de l'Alliance représentés par Maya Césari, Catherine Gaud et Béatrice Leperlier ont donné leur position sur le nouveau dispositif d'aide aux vacances présenté par Didier Robert lors de ses vœux à la presse. L'Alliance a également fait part d'une proposition pour utiliser plus judicieusement les 24 millions d'euros que la Région compte engloutir dans cette opération pendant cette année électorale, et compte aussi demander un audit sur les bénéfices des compagnies aériennes à La Réunion : le pétrole baisse mais pas les prix.



Béatrice Leperlier, Catherine Gaud et Maya Césari ont alerté sur la réalité du de l'aide aux vacances annoncée par Didier Robert.

Béatrice Leperlier, Catherine Gaud et Maya Césari ont tenu hier une conférence de presse à l'Alliance. Les trois conseillères régionales ont donné la position de l'Alliance sur le nouveau dispositif d'aide au voyage promis par Didier Robert lors de ses vœux à la presse.

Maya Césari a constaté que c'est «une annonce démagogique, électoraliste et périlleuse». Didier Robert présente cette aide comme un dispositif de continuité territoriale. «La continuité territoriale une compétence d'État, Didier Robert donne un coup fatal à une bataille», souligne-t-elle.

Maya Césari a expliqué que «depuis 2010, Didier Robert a décidé de co-financer le dispositif. Il a décidé de privilégier les ménages les plus aisés. Il a explosé les budgets qui ne sont pas contrôlés». C'est ainsi qu'en 2010, la Région versait 8 millions d'euros pour financer la réduction des prix des billets d'avion, au même niveau que l'État. En 2014,

si l'État a mis 13 millions d'euros sur la table, la Région a dépensé 24 millions d'euros.

«Au lieu de se battre pour faire respecter à l'État la nécessité que La Réunion ait une enveloppe plus conséquente, Didier Robert s'approprié cette compétence pour financer un dispositif 100 % Région. Il provoque le désengagement de l'État», a déploré la conseillère régionale.

Les 24 millions annoncés sont «une dépense majeure, sans retour sur investissement».

«C'est uniquement une aide aux vacances. On ne peut pas revendiquer être traité comme la Corse par l'État tout en ouvrant ce dispositif», poursuit Maya Césari, car «c'est enlever de la poche des Réunionnais pour redistribuer autrement alors que cela devrait faire l'objet d'une contribution de la solidarité nationale».

Ce nouveau dispositif n'est rien d'autre qu'une «démarche électorale et mensongère» qui va semer la pagaille en faisant coexister deux dispositifs concurrents financés par l'État et la Région.

En concurrence avec l'aide de l'État

Béatrice Leperlier a développé ce point. Tout d'abord, une annonce est balayée. L'Union européenne ne mettra pas un centime pour financer le dispositif car c'est une aide aux vacances. Tout ce qui concerne la formation et l'emploi existe déjà dans d'autres dispositifs qui ne sont pas remis en cause.

Ensuite, aucune certitude n'existe sur la possibilité de ne pas notifier à la Commission européenne la création d'un nouveau dispositif de subvention des billets d'avion. Béatrice Leperlier constate que l'État n'est pas exempté de cette démarche. Ce n'est pourtant pas un dispositif nouveau mais une mise à jour d'un système déjà existant.

La Région risque donc d'engager des fonds publics sans qu'elle ait obtenu l'accord de le faire.

La concurrence entre les aides de l'État et de la Région vont déboucher sur une situation très simple : les voyageurs potentiels iront là où la subvention est la plus élevée.

La conseillère régionale constate que pour les personnes appartenant à la première tranche, elles auraient droit à 450 euros de la Région, ou 360 de l'État si jamais ce dernier maintient son aide au niveau actuel.

Conclusion : «l'aide mise en place

Aidons les Réunionnais en France à venir en vacances à La Réunion

Pour que ces 24 millions ne soient donc pas dépensés dans un dispositif concurrent, l'Alliance propose de les utiliser pour permettre aux Réunionnais émigrés en France de venir en vacances à La Réunion. «Permettons aux Réunionnais qui ont accepté de partir en France de revenir ici. Cela développera le tourisme. C'est une activité qui sera créée», ajoute Béatrice Leperlier. Ceci permettra donc à l'État de s'occuper de l'aide au voyage pour les Réunionnais qui souhaitent aller en France. Les deux dispositifs seraient donc complémentaires. Mais, comme l'a dit en substance Catherine Gaud, Didier Robert acceptera-t-il d'aider des personnes qui ne voteront pas à La Réunion aux prochaines régionales ?

par l'État irait aux oubliettes». La dotation prévue par l'État ne serait donc pas dépensée, et Paris aurait donc beau jeu de dire que cela ne sert à rien qu'il vienne aider les Réunionnais à voyager. «Les conditions pour que l'État se désengage» sont réunies.

Ensuite, ce nouveau dispositif va obliger la création d'un nouveau service car LADOM ne s'en occupera pas. La Région prévoit donc le budget pour payer 10 personnes à temps plein. Enfin, précise Béatrice Leperlier, «rien n'interdit d'avoir deux billets par an» co-financé pour le premier par la Région et pour le second par l'État.

Déjà la pub avant que cela soit voté

Catherine Gaud a donné un aperçu des conséquences financières de cette nouvelle dépense. C'est «un dossier très symptomatique de la Région dont est gérée la collectivité, très symptomatique de la posture électorale». Elle a montré qu'«avant même que le dispositif ne soit voté, le 3 février», une publicité d'Air Austral déjà dans la presse. Air Austral est une compagnie aérienne présidée par Didier Robert, et la publicité fait comme si le dispositif existait déjà, appelant les Réunionnais à préparer leurs vacances de l'hiver austral.

La conseillère régionale a ajouté que le dispositif actuel est peu utilisé par les plus pauvres.

«La cour des comptes a dit que cela favorise une augmentation du coût des billets d'avion», a dit l'élue de l'Alliance.

La jeunesse sacrifiée

L'Alliance a noté que depuis 2010,

80 millions d'euros ont été pris dans les caisses de la Région pour cette aide aux vacances. Tous les ans, des décisions modificatives sont votées pour payer les bons de réduction des billets d'avion, car le budget initial est toujours dépassé. Pas étonnant que la ministre dise que «la dépense n'est plus contrôlable». Cela met en danger les finances de la Région. C'est la conséquence de choix. Entre 2004 et 2010, l'Alliance avait construit 4 lycées. Aucun n'est sorti de terre depuis 2010. Or, la part régionale pour un lycée, c'est 20 millions d'euros, avec des emplois et des richesses créées à La Réunion.

L'éducation passe à la trappe. Catherine Gaud a dénoncé «un choix scandaleux» au détriment de la jeunesse.

Au lieu de demander à l'État de respecter l'égalité, la Région s'est substituée à lui et fait payer les Réunionnais. En cette année électorale, le scandale s'amplifie : «on achète les gens, on ne les respecte pas», a affirmé Catherine Gaud.

Le président de Région est dans cette ligne depuis des années. Catherine Gaud a d'ailleurs rappelé qu'en 2008, Didier Robert avait voté la baisse de 11 % du budget de l'Outre-mer. À l'époque, le gouvernement était de son bord politique. Aujourd'hui, il combat Paris car le gouvernement a changé de parti.

L'Alliance a donc de nouveau alerté sur la catastrophe et pense aux énormes difficultés à venir pour redresser la situation après la défaite de Didier Robert aux régionales.

M.M.

Edito

MH370 de Malaysia Airlines : Obama a-t-il vraiment tout dit ?

Le 8 mars dernier, 239 personnes se sont volatilisées. Elles voyageaient à bord d'un Boeing 777 de la compagnie Malaysia Airlines. Elles ont décollé de Kuala Lumpur en Malaisie et devaient se poser à Pékin quelques heures plus tard. Elles ne sont jamais arrivées à destination. Les dernières heures de ce vol ont donné lieu à toutes sortes d'hypothèses. Les outils permettant de le repérer plus facilement ont été coupés. Néanmoins, il a continué à être suivi par les radars militaires pendant que ses moteurs envoyaient automatiquement des rapports par satellite.

Ces données ont permis de découvrir que les derniers signaux provenaient de l'océan Indien. Cela situait l'appareil à l'opposé de sa direction prévue.

L'avion disparu est un Boeing 777. C'est le même modèle que les plus gros avions desservant La Réunion pour Air Austral et Air France. Ses dimensions sont donc très importantes. Elles lui permettent de pouvoir accueillir plus de 400 passagers pour les vols entre La Réunion et Paris.

Hier, une information a replacé ce tragique événement sous les feux de l'actualité. La Malaisie a annoncé la veille que le vol MH370 de la Malaysia Airlines est considéré perdu par accident. Cette décision ouvre la voie à une indemnisation des familles des victimes. C'est aussi le signe qu'elles peuvent commencer à faire leur deuil de leurs proches qui voyageaient ce 8 mars entre Kuala Lumpur et Pékin.

Aussitôt ressurgit alors cette question : com-

ment un avion de cette taille et ses 239 personnes à bord a pu disparaître sans laisser de traces ?

Un élément capital dans cette enquête est la présence au coeur de l'océan Indien de la base militaire de Diego Garcia. C'est la plus grande installation outre-mer des États-Unis. C'est de là que peuvent décoller les bombardiers qui peuvent frapper le Moyen-Orient. Sur sa piste se posent les armes de destruction massive dernier cri fabriquées par l'industrie des États-Unis.

Ce pays est aussi un champion de l'espionnage des communications. Les révélations d'Edward Snowden avaient montré que n'importe qui dans le monde peut être mis sur écoute par les espions de Washington, même les chefs d'État du bloc de l'OTAN.

Ce réseau sans précédent s'appuie sur des infrastructures disséminées partout.

Comment un Boeing 777 volant au-dessus de l'océan Indien a-t-il pu passer entre les mailles de ce filet ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Premières annonces de Syriza

Le nouveau gouvernement grec défie la troïka

Georges Katrougalos, le nouveau ministre de la réforme administrative, a assuré dans une interview au quotidien Le Monde, que son gouvernement ne reconnaît ni le mémorandum ni la troïka FMI-BCE-Commission européenne.



Le nouveau gouvernement de la Grèce.

Le gouvernement grec, dirigé par Alexis Tsipras, a annoncé plusieurs mesures allant contre les réformes imposées par la troïka (BCE, FMI et UE). Parmi elles, la remise en cause des privatisations du port du Pirée, de Thessalonique, de la compagnie d'électricité DEI, une hausse du salaire minimum, la réintégration de plusieurs milliers de fonctionnaires, le relèvement des pensions des retraités les plus pauvres.

Sur le plan social, Alexis Tsipras a promis l'adoption des mesures sociales pour répondre à la crise humanitaire vécue par les citoyens après six ans d'austérité, qui a entraîné à une profonde récession et une explosion du chômage. Face à un tel contexte, le nouveau ministre des Finances, Yanis Varoufakis, a plaidé pour un « New Deal paneuropéen pour aider à la reprise en Europe et mettre fin à la politique de rigueur ».

2.000 fonctionnaires réintégrés

En dépit de la tension sur les marchés, créée par la victoire de Syriza, Georges Katrougalos a rappelé que ses « prédécesseurs ont inscrit toute leur action de réforme dans le

cadre des objectifs quantitatifs de réduction de la fonction publique dictés par la Troïka, qu'ils ne contestaient pas ». Ce dernier a d'ailleurs assuré que qu'il était « libre de dessiner seul les contours de la réforme qu'[il croit] nécessaire ».

La mesure phare et « symbolique » de cette présidence est la réembauche des quelque 2 000 fonctionnaires « victimes de licenciements injustes, en dehors de toute procédure d'évaluation, comme les 500 femmes du ministère de l'économie ou les gardiens d'école qui ont été écartés simplement pour répondre à l'objectif de 15 000 licenciements d'ici à fin 2014 ».

Pour ce dernier, « on ne peut pas réduire plus » la taille de la fonction publique grecque. Le ministre a également mis l'accent sur le « problème du clientélisme », auquel il entend s'attaquer ardemment. « Tous les ministres se sont heurtés à des résistances au sein de leurs services mais nous sommes un parti neuf, sans clientèle politique, et le premier ministre m'a donné carte blanche pour lutter contre ce fléau » a affirmé le nouveau ministre.

Les banques en chute libre

Les mesures annoncées sont à l'opposé des mémorandums conclus avec la Troïka des bailleurs de fonds du pays, ce qui a entraîné une chute de l'indice de la Bourse d'Athènes (- 9,24 %), et une hausse du taux des emprunts grecs à 10 ans, repassé au-dessus de 10 %.

Les quatre banques grecques, la banque du Pirée, Alpha banque, Eurobank et la Banque nationale de Grèce avaient été deux fois recapitalisées depuis l'éclatement de la crise de la dette en 2010. Six jours avant les élections législatives les banques ont profité du programme de liquidités d'urgence (ELA) prévu par la BCE.

Depuis le début de la crise, les banques ont reçues à plusieurs reprises des liquidités dans le cadre d'un mécanisme européen décidé au cas par cas. Cependant, avec ce nouveau gouvernement, les banques craignent de ne pas pouvoir compter sur de nouveau jet de liquidités pour payer leurs dettes.

En effet, les dettes privées des banques sont devenues au cours de la crise des dettes souveraines. D'ailleurs, « la restructuration du secteur n'a pas vraiment été réalisée », contrairement au secteur espagnol, a expliqué Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque, à l'Agence France Presse.

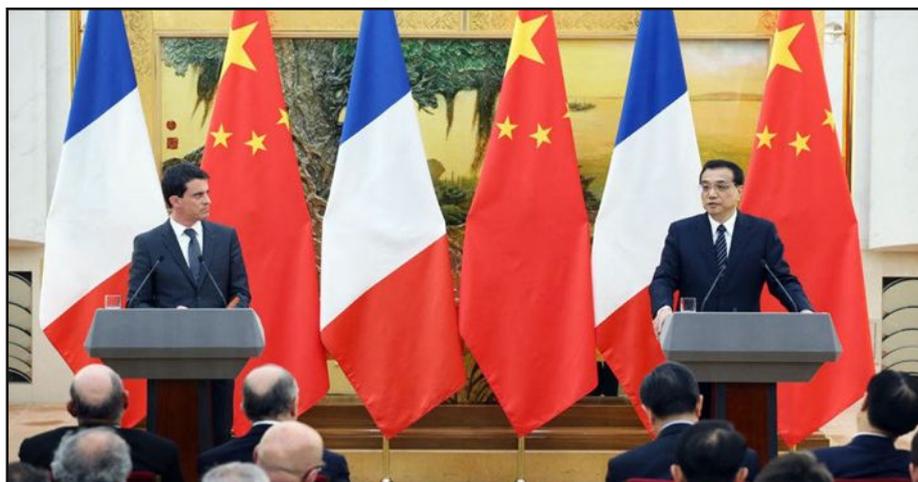
D'après Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque, « le risque n'est pas vraiment lié aux dettes de l'Etat grec qu'elles détiennent dans leurs portefeuilles, puisque leur exposition n'est pas très importante, mais du fait qu'elles font face à des créances douteuses élevées ». Ainsi le programme du nouveau gouvernement pourrait avoir des effets positifs sur l'économie du pays.

Céline Tabou

Tentative de rééquilibrer les échanges commerciaux

Manuel Valls en opération séduction en Chine

En visite pour trois jours dans l'Empire du milieu, le Premier ministre, Manuel Valls est allé courtiser les investissements de la seconde puissance économique mondiale. Son objectif est de rééquilibrer les relations commerciales entre la France et la République populaire.



Manuel Valls et son homologue Le Keqiang

Accompagné du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, des Relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen, et aussi de l'ancien Premier ministre spécialiste de la Chine Jean-Pierre Raffarin, Manuel Valls va devoir doubler d'effort pour inciter les Chinois à investir en France. D'autant plus que les investisseurs chinois déplorent un niveau d'ouverture du marché français insuffisant.

Remédier au déséquilibre commercial

Manuel Valls a appelé à « remédier au déséquilibre » des échanges commerciaux entre la France et la Chine. Les exportations de la Chine vers la France sont ainsi 2,5 fois plus élevées que celles de la France vers la Chine. Et les investissements chinois en France sont eux aussi bien inférieurs.

Pour le Quotidien du Peuple, « les échanges économiques entre la France et la Chine ne sont pas aussi bien équilibrés qu'auparavant ». En effet, entre janvier et novembre 2014, le déficit commercial extérieur de la France par rapport à la Chine s'est élevé à 24,2 milliard euros, soit 37 % de la dette totale fran-

çaise, et 25,8 milliards d'euros en 2013.

Pour réduire cet écart, le Premier ministre a évoqué des « réformes ambitieuses » et des « orientations très claires » qui devraient être prises par le gouvernement français afin de renforcer la compétitivité des entreprises françaises. Cependant, « la question du rééquilibrage des échanges – il faut également le dire – dépendra d'une plus grande réciprocité dans nos échanges commerciaux », a précisé Manuel Valls. Cette réciprocité devra selon lui reposer « sur la confiance et la connaissance mutuelle de nos atouts ».

Interviewé par des médias chinois, Manuel Valls a assuré que « la France est plus que jamais ouverte à la Chine, à ses investisseurs, à ses étudiants et à ses touristes ». Il a mis en avant les derniers investissements chinois en France comme l'aéroport de Toulouse et la société Club Med. Manuel Valls a évoqué la possibilité pour les Chinois d'investir dans les télécommunications. Ce dernier s'est dit « très favorable » à accueillir un centre de recherche en France du géant chinois Huawei.

Conforter Airbus en Chine

Arrivé ce jeudi 29 janvier à Tianjin, Manuel Valls, s'est directement rendu à l'usine d'assemblage Airbus, symbole de la réussite française et du partenariat franco-chinois. Inaugurée en 2008, l'usine de Tianjin produit quatre A320 par mois. 49 % du marché d'Airbus se situe en Chine, un chiffre qui devrait s'accroître dans les années à venir, à travers notamment l'installation dans la même ville d'un centre d'aménagement cabine dédié aux A330 destinés au marché chinois.

Au cours de sa visite de l'usine d'assemblage d'A320, le Premier ministre a assuré que celle-ci « illustre parfaitement le dynamisme de notre relation ». La France, qui « accueille tous les investisseurs, Chinois en tête », est « déterminée à renforcer ce partenariat de long terme », a-t-il assuré. De son côté, le PDG d'Airbus Fabrice Brégier, s'est dit « sûr » que l'avionneur européen allait mener à bien son projet de « centre de finition » de l'A330, spécialement adapté au marché chinois, « sous réserve qu'il reçoive un nombre suffisant de commandes » de la part de compagnies chinoises. Le marché chinois est l'un des plus importants pour Airbus, qui fournit un avion sur 5 à la Chine et travail étroitement avec les industriels du pays.

D'après Song Xinning, directeur du Centre de recherche de l'Europe à l'Université du peuple, cite par Le Figaro, « en Europe, c'est l'Angleterre et non la France, qui est devenue le leader de l'ouverture aux Chinois dans les secteurs des installations et des infrastructures ». La visite de Manuel Valls vise principalement à faire oublier les différends et à augmenter ostensiblement les investissements. D'autant que pour les Chinois, la France « a été beaucoup plus fortement impactée par la crise de dette en Europe par rapport à l'Angleterre et à l'Allemagne », selon le journal officiel, ajoutant que « c'est une entrave aux échanges commerciaux entre les deux pays ».

Céline Tabou

Cars jaunes

Rencontre positive entre les usagers des transports et le Conseil général

Les associations d'usagers des transports ont été reçues hier au Conseil général pour discuter de l'amélioration du réseau Car Jaune. Le Département va mettre en place une campagne d'affichage dans les gares. Quant aux associations d'usagers, elles ont publié le communiqué suivant.

Nous, associations d'usagers des transports ci-dessous signataires :

UNEF-Réunion,
Réaction
Cars Jaunes Nou pa kontan
ATR-Fnaut,

Nous nous sommes rendus ce jour aux manifestations des usagers dans les gares routières de l'île (Saint-Paul, Saint-Pierre, Saint-Denis...), suite aux difficultés rencontrées par les voyageurs depuis l'entrée en service du nouveau dispositif "cars jaunes".

Une délégation a été reçue au Conseil général par les responsables de la Direction des Déplacements et des Voiries - Transports (DDV) et le Directeur général des services, afin de se faire l'écho des problèmes rencontrés par les usagers et d'engager les concertations à venir.

Le Conseil général s'est engagé avec nous à réunir sous deux à trois semaines les usagers des transports dans le cadre de la Communauté des Acteurs des Déplacements Durables (CADED), ceci afin de porter nos revendications de meilleure coordination auprès de l'ensemble des communautés de communes.

En outre, afin d'aborder les problèmes les plus urgents des passagers des transports en commun, il a été convenu de se retrouver au Département pour une réunion de tra-

vail, à la date du 6 février.

Saint-Denis, le 29 janvier 2015

Helno EYRIEY (UNEF-Réunion)

Mathieu BELLEDANT (Réaction)
Damien DESBY (Cars Jaunes Nou pa Kontan)

Francois PAYET, Pascale DAVID (ATR-Fnaut)

Campagne d'information dans les gares

Le Conseil Général informe qu'à partir de ce jour à la gare routière de Saint-Denis puis, dans les jours qui viennent, dans l'ensemble des gares, un panneau informatif sur les améliorations du Réseau Car Jaune sera affiché afin de permettre aux usagers de mieux appréhender l'évolution du Réseau et mieux se déplacer dans l'île.

Réouverture des stations

Fin de la grève des gérants

Dans un communiqué, le préfet annonce avoir proposé que la prochaine réunion de l'Observatoire des Prix et des Revenus puisse examiner une hausse possible de un centime par litre de carburant de la marge des gérants de station-service, applicable à partir du 1er mars. En réponse, les gérants ont décidé de stopper la grève. Voici le communiqué de la préfecture rendant compte de la rencontre entre le représentant de l'État et ceux des gérants.

Dominique Sorain, préfet de La Réunion, a reçu ce jour une délégation du Syndicat réunionnais des exploitants de stations-service (SRESS).

Le préfet a pris note de la situation qui résulte de la dégradation des principaux ratios de gestion des stations-service réunionnaises.

Prenant en compte les risques que cette situation peut faire peser sur

un modèle social qui génère 800 emplois directs sur les 1 500 emplois du secteur à La Réunion, le préfet a proposé de soumettre à l'Observatoire des prix des marges et des revenus (OPMR) le principe d'une revalorisation de 1 centime d'euro de la marge de détail. Dans l'hypothèse où ce processus de révision prévu par les textes réglementant la fixation du prix des carburants dans les DOM est conduit à son terme, cette revalorisation

pourrait intervenir à compter du 1er mars 2015.

Par ailleurs, le principe d'une étude menée par un cabinet d'audit indépendant visant à s'assurer que le mode de rémunération régulé protège le pouvoir d'achat des réunionnais sans remettre en cause le modèle économique et social des stations services a été retenu.

Billet philosophique**«Marcher ensemble»**

L'écrivain mauricien Jean-Marie Gustave Le Clézio, prix Nobel de Littérature et créateur de la Fondation pour l'Interculturel et la Paix.

Le 14 janvier dernier, l'écrivain mauricien Jean-Marie Gustave Le Clézio, prix Nobel de Littérature et créateur de la Fondation pour l'Interculturel et la Paix, a publié un très beau texte intitulé "Lettre à ma fille" après que celle-ci ait participé trois jours plus tôt à la grande marche parisienne contre les attentats terroristes en France du 7 au 9 janvier. À ce sujet, il lui dit notamment : «Je suis heureux pour toi que tu aies pu être présente dans les rangs de tous ceux qui marchaient contre le crime et contre la violence aveugle des fanatiques».

Mais il ajoute : «Maintenant il importe — et cela revient aux gens de ta génération, car la nôtre n'a pas su, ou n'a pas pu, empêcher les crimes racistes et les dérives sectaires — d'agir pour que le monde dans lequel tu vas continuer à vivre soit meilleur que le nôtre. C'est une entreprise très difficile, presque insurmontable. C'est une entreprise de partage et d'échange». Et il appelle à la lutte «contre l'injustice, contre l'abandon de certains jeunes, contre l'oubli tactique dans lequel on tient une partie de la population (en France, mais aussi dans le monde), en ne partageant pas avec elle les bienfaits de la culture et les chances de la réussite sociale».

«Remédier à la misère des esprits»

JMG Le Clézio conclut ainsi cette lettre à sa fille : «Il faut remédier à la misère des esprits pour guérir la maladie qui ronge les bases de notre société. J'espère que, de ce jour, tous ceux et toutes celles qui étaient avec toi continueront de marcher dans leur tête, dans leur esprit, et qu'après eux leurs enfants et leurs petits-enfants continueront cette marche».

Des penseurs réunionnais ont émis récemment des idées pour aller dans ce sens. C'est le cas du Père jésuite et sociologue Stéphane Nicaise, qui a également consacré ce mois-ci son éditorial de la revue du Centre Saint-Ignace, "Un p'tit mot, trois p'tits pas", aux suites de ces attentats. Et il ouvre son article en lançant cet appel : «Se lever à plusieurs, et marcher ensemble pour manifester une détermination, la volonté commune de donner sa place à toute personne dans notre société, sans aucune discrimination, et surtout pas d'origine, de langue, de comportement culturel, de pratique religieuse, d'opinion philosophique ou politique. C'est le sens de la démocratie, garantie par les institutions républicaines fondées sur les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité».

«Mon vœu le plus ardent»

Cet appel à «marcher ensemble», en nous appuyant notamment sur l'éducation populaire, comme le souligne aussi Stéphane Nicaise, on le retrouve dans les vœux du journaliste et penseur Paul Hoarau pour La Réunion en 2015, publiés ce 22 janvier et qu'il présente ainsi : «Cette année mon vœu le plus ardent est que les Réunionnais puissent se mettre ensemble, se mettre avec pour construire La Réunion. Nous sommes trop divisés, nous travaillons trop en solo. Nous nous insurgons contre ceux qui nous empêcheraient d'être maîtres chez nous; mais nous dévalorisons nous-mêmes tellement nos compatriotes créoles, que nous sommes pénalisés des deux côtés! Le deuxième vœu est qu'en cette année électorale importante, la classe politique change ses fondamentaux en matière politique, change la gouvernance régionale et les axes de la politique économique pour La Réunion. Les délais qui nous restent avant les élections seront-ils suffisants pour que se produise le miracle?... Enfin, le troisième vœu est que les électeurs reprennent leur place. Ils ne doivent plus servir qu'à mesurer la popularité des politiciens par les sondages et les bulletins de vote. Ils doivent dire ce qu'ils veulent, donner leurs directives et leurs consignes. Sans cet engagement populaire (du peuple souverain), il est peu probable que la classe politique puisse procéder aux changements qui s'imposent».

Il y a bien des leçons à retenir de ces réflexions afin que nous voulions et puissions réellement marcher ensemble dans le même sens afin d'achever la décolonisation du pays...

Roger Orlu

(*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! mail : redaction@temoignages.re

Oté

Sirandane, zé d'mo, dovine-dovinaye, kosa in shoz !

Apèl sa konm zot I vé. Toutfason sé in zé. Pou sak i rapèl, sa té in zé té i zoué rant dalon, dann tan la vi té pa konm koméla. Pou moin, sa i fé parti la kiltir popilèr donk sa sé in n'afer i fo gardien ; konm i fo gardien bann kont, bann shanté, bann provèrb épi d'ot shoz ankor. Pars na galman bann zé konm daye-daryon, kash-kash Nikola, zinzin la malis lé pa bon. Na osi bann éspor, kisoï la Krosh, kisoï ankor kou d'pyé bourant, é in pé bokou z'afer konm ti-kaz, la marèl, zoué toupïy. Tousa sé la kiltir popilèr é si zot i vé alé ransegné zot va oïr lé intèrésan.

Mé zordi, ni vé anparl zé d'mo. Pa pou fé gran-gran diskour dosi mé pou prézant nout bann léktèr désèrtin sirandane, zé d'mo, dovine-dovinaye, kosa in shoz.. La shans é la bone frékantasyon i vé ké axel Gauvin la propoz amoin in bonpé zé d'mo...i paré, li na plis mil dann son mémoir l'ordinatèr. Ni romèrsyé ali, si ni pé trap inn-dé pou mète nout bann léktèr o kouran.

Ousa, kansa ? Ni propoz, avèk nout dalon Justin épi Manuel Marshall, dann lo modékri « Oté ! » in zé d'mo lo mardi, lo zédi avèk lo samdi. Mi anprofite lokazt=yob pou dir azot ké lo lindi, lo mèkrodi, épi lo vantredi zot i pé trouv dann lo modékri « Oté ! » in kozman pou la rout : in provèrb avèk in komantèr.

Donk ni donn azot randé-vou samd pou nout promé zé-d'mo. Ni pé donn in promyé l'éshatiyon, konm in rantré é zot va oïr si sa i pé intèrés azot.

Justin

In l'avangou : in l'amiz gèl !

**Zé d'mo ; dovine-dovinay, kosa in shoz ?
"in momon noir na plin pti zanfan blan !"**

... La pa dir pou trouvé si i mète in pé la tèt an plas, par plas.

Lo momon noir sé lo marmite ! Akoz ? Kalkil azot tousèl lo zanfan blan sé lo ri.
Donk sé in marmite do ri. Bon apéti !